

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 27/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRAND CHAMBERY

300 rue de Chantabord
73000 Chambéry

Références : 20220906-RAP-UDEP-InspectionICPE-Georisques
Code AIOT : 0006109299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement UDEP situé 300 rue de Chantabord 73000 CHAMBERY et exploité par la communauté d'agglomération GRAND CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 26/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente visite avait été réalisée le 6/07/2020 ; elle avait porté sur les installations de combustion incluses dans la station d'épuration exploitée par Grand Chambéry à Chambéry (UDEP - unité de dépollution des eaux).

La présente visite a été réalisée dans le cadre de la demande d'antériorité présentée par l'exploitant concernant le classement ICPE du méthaniseur, dont l'instruction devrait déboucher prochainement sur un arrêté préfectoral complémentaire réglementant le méthaniseur et les autres ICPE présentes dans le périmètre de l'UDEP.

L'inspection visait à :

- découvrir et comprendre le fonctionnement général des installations
- faire un point sur les travaux en cours (vidange décennale des digesteurs et raccordement au réseau GrDF)
- vérifier la conformité du méthaniseur à certaines dispositions réglementaires (arrêté ministériel du 10/11/2009).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND CHAMBERY
- 300 rue de Chantabord 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0006109299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

L'UDEP comporte une unité de méthanisation (composée de 2 digesteurs) dédiée au traitement des boues produites par le process d'épuration des eaux urbaines. Cette installation, autorisée en 2009 au titre de la loi sur l'eau, s'avère relever de la réglementation sur les installations classées au titre de la rubrique 2781-2.a de la nomenclature, sous le régime de l'autorisation.

L'UDEP comporte également des ICPE connexes à l'unité de méthanisation, et notamment des installations de combustion, qui avaient été réglementées en 2010 au titre de la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative Classement des installations
- Situation administrative Porter à connaissance des modifications
- Risques chroniques Déchets
- Risques chroniques Rejets atmosphériques
- Risques chroniques Prévention des pollutions
- Risques accidentels Risques d'explosion
-

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Caractérisation préalable des déchets à méthaniser	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 14	/	Sans objet
5	Contrôle de non-radioactivité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18	/	Sans objet
6	Situation administrative – transit des graisses externes	Code de l'environnement, article R. 511-9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vidange décennale des digesteurs	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	/	OBSERVATION
2	Mise en place de l'injection de biométhane au réseau	Code de l'environnement du 01/01/1901, article R. 181-46	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déchets indésirables	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 49	/	Sans objet
7	Rétention et isolement des eaux accidentelles / incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43	/	OBSERVATION
8	Torchère	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10	/	Sans objet
9	Rejets atmosphériques de la torchère	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 6	/	OBSERVATION

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure à la réglementation (pour les points contrôlés).

Trois points de contrôle (4, 5 et 6), classés "Susceptibles de suites", nécessitent toutefois la production d'éléments complémentaires par l'exploitant.

Des observations ont par ailleurs été formulées pour 3 autres points de contrôle classés "Sans suite" (1, 7 et 9).

2-4) Fiches de constats

N° 1-Vidange décennale des digesteurs

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39 Article 6.2.8 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques chroniques, maintenance préventive des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Programme de maintenance préventive des installations
Constats : Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'oeuvre du bureau d'études BG. Les digesteurs ont été traités alternativement, de manière à avoir toujours un équipement en fonctionnement. - 1er digesteur. Les opérations de maintenance se sont achevées fin juin 2022 (y compris la remise en eau et les tests d'étanchéité, et le réensemencement). L'exploitant a indiqué que les constats visuels effectués après la vidange ont donné lieu à l'établissement d'un rapport de diagnostic. L'état du génie civil de l'ouvrage ne nécessite pas de réparation. Seules quelques réparations de l'étanchéité ont été réalisées au niveau des trous d'homme. L'exploitant a également amélioré le dispositif de circulation des boues dans le digesteur. - 2nd digesteur : la vidange a démarré fin juin 2022, dans la foulée de la remise en service du 1er digesteur. Elle était toujours en cours lors de la visite. La durée prévisionnelle des opérations de maintenance est de 16 mois. Les travaux devraient donc

durer jusqu'à fin octobre 2023 au plus tard.
Observations : Demande : Transmettre le diagnostic et le rapport de fin de travaux précisant les opérations de maintenance effectuées sur le digesteur n°1. Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2-Mise en place de l'injection de biométhane au réseau

Références réglementaires : Code de l'environnement, article R. 181-46 Courrier préfectoral du 13/08/2020
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre des modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance du 13/05/2020 ("autorisées" par courrier préfectoral du 13/08/2020)
Constats : Les travaux étaient en cours lors de la visite. L'exploitant a signalé que, du fait du conflit russo-ukrainien, et d'aléas climatiques cet été, plusieurs équipements n'ont pu être approvisionnés dans les délais prévus, concernant notamment l'unité de traitement du biogaz. Le génie civil. est prêt pour accueillir le local de réinjection de GrdF, qui devrait arriver fin septembre. Les travaux de connexion sur le réseau de chaleur sont en suspens. Dans l'attente, du fait de l'arrêt du moteur de cogénération, le chauffage des digesteurs est assuré par la chaudière biogaz. L'exploitant vise une mise en service du dispositif d'injection fin octobre 2022. Avec les réglages nécessaires (validation de la qualité du biométhane produit), la mise en service industriel devrait avoir lieu en fin d'année 2022. Du fait de l'arrêt et du retrait du moteur de cogénération en octobre 2021, pour libérer de la place dans le bâtiment pour installer la future unité de traitement du biogaz, et comme indiqué par l'exploitant par courriel du 10/11/2021, le biogaz produit par le méthaniseur est éliminé par la torchère. Celle-ci est donc exceptionnellement en fonctionnement continu depuis octobre 2021, jusqu'en octobre 2022. D'autres phases de fonctionnement continu pourraient se produire pendant la phase de réglage susmentionnée. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas d'alternative pour valoriser le biogaz pendant les travaux, qui devaient initialement durer moins longtemps.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3-Déchets indésirables

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 49 Article 4.1.8 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Evacuation régulière de la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation

Constats : L'extraction des déchets indésirables contenus dans les boues internes se fait au moyen d'un strain press nouvellement installé entre la bache d'homogénéisation et l'injection dans les digesteurs. Ce filtre retire la filasse et autres déchets indésirables. L'extraction des déchets indésirables contenus dans les boues externes se fait au moyen d'un dégrilleur / piège à cailloux situé au niveau du poste de dépotage dans le bâtiment "déchets extérieurs". Les déchets retirés sont mis dans des bennes envoyées à l'incinérateur voisin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4-Characterisation préalable des déchets à méthaniser

Références réglementaires : Arrêté ministériel du 10/11/2009, article 14 Article 71.2 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise."
Constats : Des prélèvements et des analyses sont possibles par le laboratoire interne de Grand Chambéry (distinct cependant de l'exploitation de l'UDEP), mais l'exploitant n'a pas pu préciser les contrôles de la qualité des boues internes réalisés avant injection dans le méthaniseur (fréquence et paramètres contrôlés).
Observations : Demande : Préciser les contrôles de la qualité des boues internes réalisés avant injection dans le méthaniseur (fréquence, type de prélèvement et d'analyse, paramètres mesurés, etc.). Délai : 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5-Contrôle de non-radioactivité des déchets entrants

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, articles 18 et 53.IV Article 71.4 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 18 - alinéa 4 : "Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats." Article 53.IV : "Les prescriptions [de l'article...] 18 (sauf son sixième alinéa) [...] peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant justifie d'un niveau de garantie équivalent."
Constats : La note de conformité indique que : "Il n'y a pas de mesure de radioactivité sur les boues qui

<p>entrent dans les digesteurs compte tenu des caractéristiques des boues admises à l'UDEP de Chambéry qui sont des boues urbaines domestiques sans risque de contamination radioactive."</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un contrôle de radioactivité est cependant en place pour les boues externes, qui passent par le pont bascule commun UDEP / UVETD, et qui dispose d'un portique de détection de la radioactivité.</p> <p>La conduite dirigeant les boues digérées vers le silo à boues de l'UVETD dispose également d'un dispositif de détection de la radioactivité, géré par Savoie Déchets.</p>
<p>Observations :</p> <p>Demande : Conformément aux dispositions de l'article 53.IV de l'arrêté ministériel du 10/11/2009, l'exploitant doit fournir des éléments complémentaires concernant le risque de présence d'une contamination radioactive détectable au niveau des déchets admis dans le méthaniseur (déchets internes UDEP et externes), et l'absence de détection sur la totalité des déchets admis. Cette justification pourra se baser sur des études éventuellement menées sur les déchets produits par l'UDEP de Chambéry, ou disponibles dans la bibliographie pour des stations d'épuration comparables, et sur des statistiques concernant les détections survenues sur les 10 dernières années avec les matériels en place. Délai : 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6-Situation administrative – transit des graisses externes

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2716 de la nomenclature ICPE : installations de transit et regroupement des déchets non dangereux non inertes : soumises à déclaration pour un volume maximum susceptible d'être présent compris entre 100 et 1000 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le local des boues externes, l'exploitant reçoit des graisses issues de stations d'épuration extérieures ou de restaurants (bacs à graisse). Celles ci-sont regroupées dans 2 bâches dédiées. Elles sont ensuite épaissies dans des tambours, avec ajout d'un épaississant, et sont ensuite réexpédiées vers des installations de traitement externes (compostage notamment).</p> <p>Ce faisant, s'agissant de déchets externes à l'UDEP, l'exploitant réalise une activité de transit et regroupement de déchets non dangereux. De par le volume de déchets présents, l'activité relève du régime de la déclaration sous la rubrique 2716 de la nomenclature ICPE. Même si elle est réalisée depuis plusieurs années (accueil de graisses externes prévu dans l'arrêté d'autorisation IOTA du 12/06/2009- article 11.D), cette activité de transit de déchets n'est pas identifiée en tant qu'ICPE dans le dossier administratif de l'UDEP.</p>
<p>Observations :</p> <p>Demande : Compléter le dossier de demande d'antériorité déposé au titre des ICPE avec une description des activités de transit / regroupement de déchets réalisées dans le bâtiment "boues externes" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature des déchets réceptionnés et process générateur - origine géographique des déchets - nombre et capacité unitaire (et totale) des bâches d'entreposage des graisses entrantes et sortantes - flux annuel pris en charge (en m³ et en t) - cahier des charges concernant la qualité des déchets admis - contrôles effectués concernant la qualité des déchets admis - description des opérations de prétraitement effectuées sur les graisses (y compris les adjuvants utilisés) - description des filières de valorisation aval (nom et localisation des installations, type de traitement effectué).

Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7-Rétention et isolement des eaux accidentelles / incendie

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 Article 3.3.4 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Les eaux de ruissellement du périmètre ICPE (y compris les eaux de toiture des bâtiments d'exploitation) sont par défaut dirigées vers le réseau public d'eaux pluviales. En cas de pollution ou d'incendie dans le périmètre ICPE, 2 vannes permettent de confiner les eaux dans le bassin de confinement présent au coeur du site. Pour mémoire, les eaux de ruissellement collectées dans la partie nord du périmètre IOTA (vers le local biofiltration) passent au préalable par une noue paysagère, située au nord des digesteurs. Les eaux pluviales du secteur du pont bascule commun UDEP / UVETD sont collectées et gérées par Savoie Déchets dans le périmètre de l'UVETD.
Observations : Demande : transmettre d'ici le 31/12/2022 l'étude sur les eaux pluviales annoncée dans l'étude de dangers p40. L'étude pourra utilement étudier le risque qu'une partie des eaux d'extinction puisse rejoindre la noue paysagère en cas d'incendie survenant au niveau du méthaniseur. Le cas échéant, des dispositions complémentaires seront proposées pour l'isolement de ces eaux et la prévention des pollutions. L'étude se prononcera également, pour mémoire, sur l'existence ou non du séparateur hydrocarbures mentionné à l'article 4.3.4 de l'arrêté ICPE du 10/09/2010 pour le parking de l'UDEP mais situé en dehors du périmètre ICPE de l'UDEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8-Torchère

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 Article 7.5.4 du projet d'arrêté préfectoral
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes."
Constats : La torchère fonctionne actuellement en continu, du fait des travaux de raccordement au réseau GrDF et de l'arrêt de la cogénération.

<p>L'exploitant a signalé avoir conclu un contrat permettant d'obtenir, sous 48 h, une torchère de remplacement en cas d'indisponibilité de la torchère actuelle.</p> <p>Dans la configuration future (injection au réseau), la torchère se mettra en marche automatiquement en marche en cas d'impossibilité de l'injection du biométhane sur le réseau : elle est asservie sur un capteur de niveau de la partie supérieure de la membrane du gazomètre (sonde à ultrasons assurant la mesure du niveau de remplissage). Les paramètres de déclenchement sont réglables au niveau du poste de supervision. Lors de la visite, le déclenchement était réglé sur une altitude de 6 m sur la gazomètre, pour une altitude totale de 12 m, soit un remplissage à moitié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9-Rejets atmosphériques de la torchère

<p>Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, articles 6 et 19 Arrêté préfectoral du 10/09/1200 - article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 6 de l'AM du 10/11/2009 : Conception de l'installation : L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement. Article 19 de l'AM du 10/11/2009 : Limitation des nuisances : L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. AP du 10/09/1200 - article 3.2.4 : valeurs limites des rejets atmosphériques : CO : 150 mg/Nm³</p>
<p>Constats : Par courriel du 30/06/2022, l'exploitant nous a transmis le rapport établi le 13/04/2022 par le bureau d'études SOCOTEC suite à des mesures des rejets atmosphériques du 11/03/2022, portant sur la chaudière biogaz et sur la torchère de sécurité. Concernant la torchère, le rapport met en évidence une concentration en monoxyde de carbone de 394 mg/Nm³, traduisant une combustion de qualité médiocre. Nous signalons, pour mémoire, que les derniers résultats d'analyses en notre possession pour la torchère (prélèvement de mai 2018 – rapport SOCOTEC du 30/05/2018) montraient des résultats conformes.</p> <p>La valeur limite de 150 mg/Nm³ figurant à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 10/09/2010 n'est cependant plus opposable, puisque la torchère ne constitue plus une installation de combustion. Et, s'agissant d'un organe de sécurité censé fonctionner de manière épisodique et non programmée, l'arrêté ministériel du 10/11/2009 réglementant les méthaniseurs ne fixe pas de valeur limite pour les rejets des torchères. Il n'y a donc pas de valeurs limites opposables concernant les rejets de la torchère biogaz de l'UDEP. La limite de 150 mg/Nm³ pour le CO peut cependant constituer une valeur cible eu égard au classement précédent de la torchère (AP du 10/09/2010) et à la valeur limite fixée pour les torchères équipant les installations de stockage de déchets non dangereux (arrêté ministériel du 15/02/2016).</p> <p>Cependant, du fait des travaux relatifs à l'injection de biogaz, la torchère fonctionne en continu depuis octobre 2021 et la valeur haute des rejets en CO pose question vis-à-vis de la qualité de l'air, dans une agglomération visée par un plan local pour la qualité de l'air (PLQA).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que, suite à ces résultats d'analyses, une opération de maintenance de la torchère a été réalisée en juillet dernier. De nouvelles analyses sont programmées le 4/10/2022 et permettront d'apprécier l'impact de cette opération sur la qualité de</p>

la combustion et les rejets en CO.
Comme indiqué au constat 2, le fonctionnement continu de la torchère devrait prendre fin en octobre 2022. D'autres phases de fonctionnement continu pourraient se produire jusqu'en fin d'année 2022.
Observations : Demande : transmettre les résultats de l'analyse des rejets atmosphériques de la torchère prévues en octobre 2022. Délai : dès réception du rapport d'analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet